

CHAPITRE X.

Garantie de paiement de dix jours fériés légaux par an

Art. 30. Le paiement de dix jours fériés légaux par an est garanti à tous les ouvriers et ouvrières qui y ont droit en application de la législation relative à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an.

Art. 31. Si au cours d'une année cette garantie n'est pas réalsée par l'application de la législation existant à ce jour en la matière, par exemple lorsqu'un jour férié légal coïncide avec un jour normalement non travaillé, en l'occurrence le samedi, il est procédé comme suit :

a) tous les ouvriers et ouvrières reçoivent pour le jour férié légal coïncidant avec le jour normalement non travaillé à l'entreprise, en l'occurrence le samedi, la contrevaletur d'une journée de travail calculée sur la base d'un cinquième du salaire hebdomadaire normal.

Cette indemnité est égale à :

8 heures 36 minutes de salaire normal dans le régime de travail de 43 heures par semaine;
8 heures 24 minutes de salaire normal dans le régime de travail de 42 heures par semaine.

b) les ouvriers et ouvrières qui, par suite de l'organisation du travail dans l'entreprise, ont un horaire qui les appelle à travailler le jour de la semaine habituellement chômé, en l'occurrence le samedi, mais qui sont dans l'impossibilité de le faire par la coïncidence d'un jour férié avec ce jour habituellement non travaillé, reçoivent en outre le salaire afférent aux heures perdues par la survenance du jour férié.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 32. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 1972, et cesse d'être en vigueur le 1er janvier 1974.

Elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an si une proposition de révision partielle ou totale n'a pas été introduite par une des parties au moyen d'un avis circonstancié, adressé au président de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, avant le 1er octobre 1973.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 juin 1972.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

HOOFDSTUK X. — Waarborg van betaling van tien wettelijke feestdagen per jaar

Art. 30. De betaling van tien wettelijke feestdagen per jaar wordt gewaarborgd aan alle werklieden en werksters die er recht op hebben bij toepassing van de wetgeving betreffende de toekenning van loon aan de werknemers gedurende een bepaald aantal feestdagen per jaar.

Art. 31. Wanneer die waarborg in de loop van een jaar niet bereikt is door de toepassing van de tot dusver bestaande wetgeving terzake, bijvoorbeeld als een wettelijke feestdag samenvalt met een dag waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt, inzonderheid de zaterdag, wordt als volgt tewerkgegaan :

a) alle werklieden en werksters ontvangen voor de wettelijke feestdag die samenvalt met de dag waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt in de onderneming, inzonderheid de zaterdag, de tegenwaarde van een arbeidsdag berekend op basis van één vijfde van het normale weekloon.

Deze vergoeding is gelijk aan :

8 uren 36 minuten normaal loon in de arbeidstijdsregeling van 43 uren per week;
8 uren 24 minuten normaal loon in de arbeidstijdsregeling van 42 uren per week.

b) de werklieden en werksters die ten gevolge van de arbeidsorganisatie in de onderneming onder een uurregeling vallen waarbij zij arbeid moeten verrichten op de weekdag waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt, inzonderheid de zaterdag, doch die in de onmogelijkheid verkeren zulks te doen doordat een feestdag samenvalt met die dag waarop gewoonlijk niet gewerkt wordt, ontvangen bovendien het loon voor de uren die verloren zijn gegaan als gevolg van die feestdag.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 32. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 1 januari 1972 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1974.

Zij wordt stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar wanneer vóór 1 oktober 1973 geen voorstel tot gedeeltelijke of volledige herziening door één van de partijen werd ingediend door middel van een omstandige kennisgeving, gericht aan de voorzitter van het Nationaal Paritair Comité voor de houtnijverheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juni 1972.

De Minister van Tewerkstelling, en Arbeid,

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

20 SEPTEMBRE 1972.

Arrêté royal fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des allocations d'études;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat au Budget; en date du 20 septembre 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. 1° Pour l'application de la loi du 19 juillet 1971 précitée, est considéré comme peu aisé, le candidat dont le revenu annuel net imposé globalement, majoré du revenu imposé distinct-

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN FRANSE CULTUUR

20 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleeningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Begroting; d.d. 20 september 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, 2e lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1, 1°. Wordt voor de toepassing van voornoemde wet van 19 juli 1971 als minvermogen beschouwd, de kandidaat wiens gezamenlijk belast netto jaarinkomen plus het afzonderlijk belast inkomen en het gelijkaardig inkomen van de personen van wie hij

ment, et le revenu semblable des personnes qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépassent pas le maximum indiqué ci-après :

— 97 500 F lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

— 130 000 F lorsqu'il y a une personne à charge, ce montant s'augmentant d'une somme de 40 625 F pour la deuxième personne à charge et d'une somme de 46 750 F pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la deuxième.

Toutefois, pour l'application de l'article 5 du présent arrêté, il sera tenu compte des revenus fixés avant la retenue prévue par les dispositions de l'article 63 du Code des taxes sur les revenus.

2° Les maxima cités ci-dessus correspondent au chiffre 100,30 de l'indice général des prix à la consommation. Ils sont augmentés de cinq pour cent, par tranche entière de 3,24 points au-delà de 100,30. L'indice pris en considération est celui qui est établi au 1er décembre précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

3° Les maxima cités ci-dessus, sont diminués de moitié pour le candidat poursuivant des études secondaires, qui est encore soumis à l'obligation scolaire.

§ 2. Ne sont toutefois pas considérées de condition peu aisée, les personnes possédant plus d'une propriété foncière dont les revenus cadastraux, additionnés avant réduction éventuelle prévue à l'article 10 du Code des impôts sur les revenus, dépassent le cinquième du maximum fixé au § 1er 1°.

§ 3. Pour l'application du § 1er du présent article, le revenu, non imposé en Belgique, est pris en considération et établi par toutes voies de droit.

Art. 2. Si parmi les personnes à charge, il y a plusieurs étudiants poursuivant pendant l'année académique envisagée des études supérieures, il est ajouté autant de personnes qu'il y a, hormis le candidat, d'autres étudiants poursuivant des études supérieures.

Art. 3. Si le revenu mentionné à l'article 1er du présent arrêté dépasse le maximum prévu, il peut être octroyé une bourse dont le montant, arrondi à la centaine de francs inférieure, sera égal à la différence qui apparaîtrait entre le montant de l'allocation auquel il pourrait prétendre si le revenu égalait ledit maximum et la fraction de revenu qui dépasse ledit maximum. Toutefois il n'est pas accordé d'allocation d'études lorsque la différence est inférieure à 5 000 F. Lorsque le montant maximum fixé n'est pas dépassé, l'allocation d'études s'élève au moins à 5 000 F. Les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'aux candidats à une allocation d'études supérieures.

Art. 4. 1°. Si le candidat prétend pourvoir seul à son entretien, le revenu pris en considération peut être limité à son revenu s'il a disposé d'un revenu professionnel :

— ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

— ou bien pendant l'année civile précédant le début de ses études supérieures ou l'année préparatoire à ces études, ainsi que pendant l'année civile même pendant laquelle il a entamé ses études supérieures ou l'année préparatoire à ces études;

Le revenu professionnel ainsi perçu ne peut être inférieur, en moyenne, au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques.

2° Si personne ne pourvoit à l'entretien de l'intéressé, la condition prévue au 1° ne s'applique pas :

- a) à l'orphelin de père et mère;
- b) au candidat dont le parent survivant ou les deux parents sont déchus de la puissance paternelle;
- c) au candidat qui, par suite de sa majorité, cesse d'être entièrement à charge d'une commission d'assistance publique, d'un comité de protection de la jeunesse ou d'un tribunal de la jeunesse;

d) au candidat reconnu comme réfugié politique par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies;

e) au candidat qui, à la suite du divorce de ses parents, est obligé de pourvoir seul à son entretien, pour autant que le divorce ait été prononcé au cours des deux années civiles complètes précédant l'année de la demande d'allocation.

ten laste is of die in zijn onderhoud voorzien, het hiernavermelde maximumbedrag niet overschrijdt :

— 97 500 F voor de kandidaat die alleen in zijn onderhoud voorziet;

— 130 000 F wanneer één persoon ten laste is; dit bedrag wordt verhoogd met 40 625 F voor de tweede persoon ten laste en met 46 750 F voor elke bijkomende persoon ten laste volgende op de tweede.

Nochtans zal voor de toepassing van artikel 5 van dit besluit rekening gehouden worden met het inkomen vastgesteld vóór de aftrek voorzien bij de bepalingen van artikel 63 van het wetboek van de inkomstenbelastingen.

2° De hierboven opgegeven maximumbedragen komen overeen met het cijfer 100,30 van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijs. Ze worden verhoogd met vijf ten honderd per volledige tranche van 3,24 punten boven de 100,30. Het in aanmerking genomen indexcijfer is het cijfer vastgesteld op de 1e december die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

3° De hierboven opgegeven maximumbedragen worden met de helft verminderd wanneer de kandidaat die secundair onderwijs volgt, nog leerplichtig is.

§ 2. Worden evenwel niet als minvermogen beschouwd, de personen die meer dan één onroerend goed bezitten waarvan de kadastrale inkomens, samengesteld vóór de eventuele vermindering krachtend artikel 10 van het wetboek van de inkomstenbelastingen, hoger zijn dan een vijfde van het onder § 1 1° vastgestelde maximumbedrag.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 van dit besluit, zal het in België niet belastbaar inkomen, in aanmerking worden genomen en door alle rechtsmiddelen worden vastgesteld.

Art. 2. Wanneer onder de personen ten laste meerdere studenten voorkomen die tijdens het betrokken academiejaar hoger onderwijs volgen, worden zoveel personen bijgeteld als er buiten de kandidaat nog andere personen zijn die hoger onderwijs volgen.

Art. 3. Indien het inkomen vermeld in artikel 1 van dit besluit het maximumbedrag overschrijdt, kan een toelage verleend worden waarvan het bedrag afgerond tot het lagere honderdtal, gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van de toelage waarop hij aanspraak zou kunnen maken indien het inkomen gelijk was aan het toegelaten maximumbedrag, en het gedeelte van het inkomen dat dit maximumbedrag overschrijdt. Is het verschil echter kleiner dan 5 000 F dan wordt geen studietoelage toegekend. Wordt het gestelde maximumbedrag niet overschreden, dan bedraagt de studietoelage minstens 5 000 F. De bepalingen van dit artikel hebben alleen betrekking op de kandidaten voor een toelage voor hogere studien.

Art. 4. 1° Wanneer de kandidaat beweert alleen in zijn onderhoud te voorzien, mag het in aanmerking te nemen inkomen beperkt worden tot zijn inkomen op voorwaarde dat hij over een bedrijfsinkomen heeft beschikt :

— ofwel tijdens het kalenderjaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat en tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;

— ofwel tijdens het kalenderjaar dat het begin van zijn hogere studien of het voorbereidend jaar tot deze studien voorafgaat en tijdens het kalenderjaar zelf waarop hij deze hogere studien of het voorbereidend jaar tot deze studien heeft aangevat;

Het aldus genoten bedrijfsinkomen mag echter gemiddeld niet lager liggen dan het in de personenbelasting belastbaar minimum.

2° Voor zover niemand in zijn onderhoud voorziet geldt de voorwaarde onder 1° niet :

- a) voor de volle wees;
- b) voor de kandidaat waarvan de laatstoverlevende ouder of beide ouders ontzet zijn uit hun ouderlijke macht;
- c) voor de kandidaat die, ingevolge zijn meerderjarigheid, ophoudt volledig ten laste te zijn van een commissie van openbare onderstand, van een jeugdbeschermingscomité of van een jeugdrechtbank;

d) voor de kandidaat die door het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen als politiek vluchteling is erkend;

e) voor de kandidaat die naar aanleiding van de echtscheiding van zijn ouders, alleen in zijn onderhoud moet voorzien, voor zover de echtscheiding uitgesproken werd binnen de twee volledige kalenderjaren die het jaar van de aanvraag voor een toelage voorafgaan.

Art. 5. Sous les conditions énumérées au 1° de l'article 4 du présent arrêté, l'époux (épouse) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté avant le premier novembre de l'année académique envisagée.

Art. 6. Le revenu mentionné à l'article 1er du présent arrêté est celui perçu au cours de l'année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Au cas où l'exactitude de ce revenu n'aurait pas encore été contrôlée à l'expiration du délai fixé pour l'introduction de la demande, il est tenu compte du revenu perçu au cours de l'année civile précédente. Cette disposition n'est pas applicable lorsque le revenu est pris en considération en vertu des articles 4, 1°, et 5 du présent arrêté.

Au cas où le revenu ne serait connu pour aucune des deux années civiles précitées à la date limite fixée pour l'introduction des demandes, il est tenu compte du revenu de l'antépénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 7. § 1er. Par dérogation à l'article 6, il peut être tenu compte dans l'intérêt du candidat :

1° du revenu présumé de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée, lorsque le revenu est diminué par suite du décès, de la mise à la pension, du divorce ou de la séparation de fait depuis un an au moins, de la ou des personnes qui ont la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoient. Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard au 31 décembre de l'année scolaire envisagée lorsqu'il s'agit d'études secondaires et au plus tard au 31 mars lorsqu'il s'agit d'études supérieures;

2° du revenu présumé de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée, lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal sans qu'une indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative. Cet emploi principal ou cette activité doivent avoir été exercés pendant au moins deux années civiles au 1er janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée. Il ne peut toutefois être tenu compte de la nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année d'imposition à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée;

3° du revenu présumé de l'année civile au cours de laquelle débute l'année d'études envisagée, lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée pendant trente jours au moins;

4° du revenu présumé de l'année civile suivant le début de l'année académique envisagée, si le candidat :

— a au moins 25 ans à la date fixée pour l'introduction de la demande d'allocation d'études universitaires;

— a disposé, au moins pendant les deux années civiles complètes précédant le début de ses études universitaires, d'un revenu professionnel net, au moins égal au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques;

— s'engage à cesser ou à interrompre ses activités professionnelles pour toute la durée de ses études universitaires.

§ 2. Sur présentation de la déclaration visée à l'article 8, 3°, il peut être tenu compte, par dérogation à l'article 6, du revenu présumé pour l'année civile suivant le début de l'année scolaire ou académique envisagée, des candidats visés aux articles 4, 2°, et 10 du présent arrêté.

Art. 8. 1° Le montant du revenu est constaté par des états, certifiés exacts par le contrôleur des contributions et établis d'après les modèles arrêtés par le Ministre de l'Education nationale.

2° Le montant définitif d'une bourse octroyée en vertu de l'article 7, est fixé compte tenu des renseignements fournis par les états visés au 1° du présent article.

Art. 5. Onder de voorwaarden vermeld sub 1° van artikel 4 van dit besluit, mag de echtgeno(o)t(e) worden beschouwd als de persoon die in het onderhoud van de kandidaat voorziet, indien het huwelijk werd aangegaan vóór 1 november van het betrokken academiejaar.

Art. 6. Het inkomen vermeld in artikel 1 van dit besluit is dat genoten tijdens het kalenderjaar dat het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

Indien de juistheid van dit inkomen nog niet is nagegaan bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de aanvraag, wordt er rekening gehouden met het inkomen genoten tijdens het voorgaande kalenderjaar. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer het inkomen krachtens artikels 4, 1°, en 5 van dit besluit in aanmerking genomen wordt.

Wanneer het inkomen voor geen van beide voormelde kalenderjaren beschikbaar is op de uiterste datum vastgesteld voor het indienen van de aanvragen, wordt er rekening gehouden met het inkomen van het derde kalenderjaar dat het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 6 mag er, in het voordeel van de kandidaat, rekening gehouden worden :

1° met het vermoedelijk inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken school- of academiejaar, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden, het op pensioen stellen, de echtscheiding of de feitelijke scheiding sedert minstens één jaar, van de persoon of de personen die met het onderhoud van de kandidaat belast zijn of die erin voorzien. Met deze nieuwe toestand kan slechts rekening worden gehouden op voorwaarde dat hij zich voordeed tijdens het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, maar alleszins uiterlijk 31 december van het betrokken schooljaar wanneer het secundair onderwijs betreft en uiterlijk 31 maart wanneer het hoger onderwijs betreft;

2° met het vermoedelijk inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het betrokken school- of academiejaar aanvangt, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het verlies van de hoofdbetrekking zonder dat een vergoeding wordt verleend of het stopzetten van elke winstgevendende activiteit. Deze hoofdbetrekking of deze activiteit moeten minstens gedurende twee kalenderjaren zijn uitgeoefend op de 1e januari die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat. Met deze nieuwe toestand kan echter alleen rekening gehouden worden op voorwaarde dat hij zich voordeed tijdens het normaal in aanmerking te nemen aanslagjaar of later, maar alleszins uiterlijk 31 december van het betrokken school- of academiejaar;

3° met het vermoedelijk inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het betrokken studiejaar aanvangt, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge een werkloosheidsperiode of een ziekteperiode waarvoor gedurende minstens dertig dagen een werkloosheidsvergoeding of een vergoeding door de ziekteverzekering werd toegekend;

4° met het vermoedelijk inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken academiejaar, wanneer de kandidaat :

— minstens 25 jaar is op de datum gesteld voor het indienen van de aanvraag voor universitaire studien;

— minstens gedurende de twee volle kalenderjaren die de aanvang van zijn universitaire studien voorafgaan, over een nettobedrijfsinkomen heeft beschikt dat minstens gelijk was aan het in de personenbelasting belastbaar minimum;

— de verbintenis aangaat zijn beroepsbezigheden te staken of te onderbreken voor de ganse duur van zijn universitaire studien.

§ 2. Mits het voorleggen van de onder artikel 8, 3°, vermelde verklaring, mag, in afwijking van artikel 6, rekening gehouden worden met hun vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken school- of academiejaar, voor de kandidaten vermeld in de artikelen 4, 2°, en 10 van dit besluit.

Art. 8. 1° Het bedrag van de inkomsten wordt vastgesteld door middel van staten, echt verklaard door de controleur van de belastingen en opgesteld volgens de modellen bepaald door de Minister van Nationale Opvoeding.

2° Het definitieve bedrag van een toelage verleend krachtens de bepalingen van artikel 7, wordt vastgesteld rekening houdend met de inlichtingen die worden verstrekt door middel van de staten vermeld onder 1° van dit artikel.

3° Pour l'admissibilité à une allocation et le calcul de son montant provisoire, dans les cas visés au § 2 de l'article 7, le candidat ou, s'il est mineur, son représentant légal, doit joindre à sa demande une déclaration écrite avec signature légalisée, attestant sur l'honneur que pendant l'année scolaire ou académique envisagée nul ne pourvoit ou ne pourvoira, en tout ou en partie, à l'entretien du candidat.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté, il suffira au candidat membre d'une communauté religieuse ou d'une congrégation ayant le statut d'une association sans but lucratif, de fournir une attestation, établie par ses supérieurs, certifiant qu'il est membre de l'association considérée.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 et par mesure transitoire, les revenus pris en considération peuvent être limités aux revenus du candidat marié ou indépendant qui peut être considéré comme isolé et qui a déjà joui de ce chef d'une bourse d'études supérieures en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 15 janvier 1965 pris en exécution de la loi du 19 mars 1954.

Art. 11. Le présent arrêté enre en vigueur à partir des années scolaire et académique 1972-1973.

Art. 12. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

L. HUREZ

3° Voor de vaststelling van de toelaatbaarheid tot een toelage en de berekening van het voorlopig bedrag ervan, wat betreft de gevallen bedoeld onder § 2 van artikel 7, dient de kandidaat of, indien hij minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, een schriftelijke verklaring op erewoord met gewettigde handtekening bij zijn aanvraag te voegen, waaruit blijkt dat niemand tijdens de duur van het betrokken school- of academiejaar in het onderhoud van de kandidaat, noch geheel, noch gedeeltelijk voorziet of zal voorzien.

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit, is het voldoende dat de kandidaat die lid is van een kloostergemeenschap of van een congregatie met het statuut van vereniging zonder winstoogmerken, een door zijn oversten uitgereikt attest overlegt, waaruit blijkt dat hij lid is van de vereniging.

Art. 10. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 en bij overgangsmaatregel, mag het in aanmerking te nemen inkomen beperkt worden tot het inkomen van de gehuwde of zelfstandige kandidaat die als alleenstaande kan beschouwd worden en als dusdanig reeds bij toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1965 genomen in uitvoering van de wet van 19 maart 1954 een beurs voor hoger onderwijs genoten heeft.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het school- en academiejaar 1972-1973.

Art. 12. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

L. HUREZ

20 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal fixant la procédure d'introduction des requêtes tendant à obtenir des allocations d'études secondaires, ainsi que les conditions de leur octroi

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, notamment les articles 1er, 5, 8, 10 et 19;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, en date du 20 septembre 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les requêtes tendant à obtenir une allocation d'études en vue de suivre les cours d'un établissement d'enseignement secondaire sont adressées par l'élève ou par son représentant légal au gouverneur de la province dans laquelle est située l'école que le candidat fréquentera au cours de l'année scolaire en question.

Les requêtes en faveur des élèves qui poursuivront leurs études à l'étranger sont adressées au gouverneur du Brabant.

Sauf cas de force majeure, dont décidera le gouverneur, les requêtes à introduire au moyen des formules rédigées par Notre Ministre de l'Education nationale, doivent être en possession du service provincial compétent au plus tard le 1er mars précédant l'année scolaire.

Toutefois, pour l'année scolaire 1972-1973, cette date limite de réception à l'administration provinciale compétente est fixée au 1er octobre 1972.

20 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen en van de voorwaarden voor het toekennen van de studietoelagen voor secundair onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen, inzonderheid op artikels 1, 5, 8, 10 en 19;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 20 september 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De aanvragen voor een studietoelage om de lessen te volgen in een inrichting voor secundair onderwijs, worden door de leerling of door de wettelijke vertegenwoordiger gericht aan de gouverneur van de provincie waar de school gelegen is die tijdens het bedoelde schooljaar zal worden bezocht.

De aanvragen ten gunste van leerlingen die in het buitenland onderwijs zullen volgen dienen aan de gouverneur van Brabant gericht te worden.

Behoudens gevallen van overmacht, waarover de gouverneur oordeelt, moeten de aanvragen, in te dienen door middel van de formulieren opgesteld door Onze Minister van Nationale Opvoeding, in het bezit zijn van de betrokken provinciale dienst, uiterlijk op 1 maart die het betrokken schooljaar voorafgaat.

Voor het schooljaar 1972-1973 wordt deze uiterste datum van ontvangst op het betrokken provinciebestuur evenwel op 1 oktober 1972 gesteld.